

(32) Les programmes de formation des gouvernements fédéral et provinciaux sont souvent orientés vers des types de spécialisation qui sont déjà périmés.

(33) Il est difficile de dire quels types de spécialisation seront recherchés. Ceci veut dire qu'il ne faudrait même pas essayer de prédire quelle sera la demande dans ce domaine. L'individu devrait plutôt s'efforcer de se spécialiser dans un domaine de son choix, et d'en accepter tous les avantages et toutes les conséquences.

(34) Du strict point de vue analytique, la seule chose qui puisse entraîner le chômage au sens véritable du mot, pour les gens qui veulent travailler et qui ne peuvent trouver un emploi, c'est une force qui ne relève pas du marché.

(35) Les gouvernements ont recours à des lois pour appuyer ces obstacles au plein emploi.

(36) Le moyen de réduire le chômage et de promouvoir la sécurité économique est de supprimer les efforts individuels en vue d'atteindre la sécurité.

(37) Une trop grande intervention risque d'engendrer la stagnation.

(38) Les pouvoirs de la Couronne doivent être limités. Il nous faut un processus qui implique une certaine mesure d'action collective, dans un contexte qui sauvegarde les droits individuels.

Entrevue avec le professeur Jack Weldon
Département d'économie
Université McGill
Le 13 janvier 1986

(1) Le plein emploi est le fondement logique de toute politique. Sa réalisation est fonction de la volonté politique du gouvernement central, comme l'a démontré l'expérience de la Norvège et de la Suède.

(2) Les chômeurs constituent des ressources inutilisées: le maintien à l'emploi d'une population contribue à la croissance, à la réussite et à l'épanouissement de l'économie.

(3) Une société qui applique une politique de plein emploi est libérée et libre, et elle ne peut plus efficacement surmonter les obstacles, tels les tensions régionales.

(4) Pour appliquer une politique de plein emploi, le gouvernement doit être prêt à intervenir socialement

pour créer des emplois là où sont les ressources humaines, et non pour les travailleurs là où sont les emplois.

(5) Grâce à l'organisation de la société et à l'utilisation judicieuse du régime parlementaire, on peut transformer la politique macroéconomique pour permettre l'essor de politiques décentralisées et cohérentes.

(6) Les mesures macroéconomiques (fiscales et monétaires) adoptées aux États-Unis n'ont pas permis de faire face au choc pétrolier des années 70. Elles n'ont apporté que l'inflation. Le système politique américain ne permet pas l'intervention de l'État, qui est nécessaire à la réalisation d'une politique cohérente. La diversification de l'économie aurait permis de faire face aux problèmes des années 70.

(7) Le gouvernement fédéral est en mesure de fournir le soutien nécessaire afin d'assurer la réussite d'un programme de plein emploi.

(8) Les Canadiens vivent en fonction du court terme. Avec une politique de plein emploi, il est possible de planifier à long terme, notamment pour établir certaines stratégies comme la réforme fiscale.

(9) Le plein emploi amènera un accroissement de la productivité et un épanouissement de l'économie; le coût des programmes sociaux sera alors moins lourd.

(10) Certaines écoles de pensée affirment que toute mécanisation entraîne une réduction et un déplacement de la main-d'oeuvre.

(11) La machine est immédiatement considérée comme une menace pour les emplois.

(12) C'est la réalité du chômage qui nous fait accuser les machines, car les travailleurs craignent de perdre leurs emplois; cette crainte constitue une barrière à l'innovation. Mais quand on pratique une politique de plein emploi, les travailleurs n'ont pas peur de la mécanisation.

(13) La vie en société n'a de raison d'être qu'en fonction du bien-être des citoyens.

(14) De fait, l'envergure des programmes sociaux demeure encore dans des limites acceptables; elle a atteint un sommet en 1970, mais elle a diminué depuis.